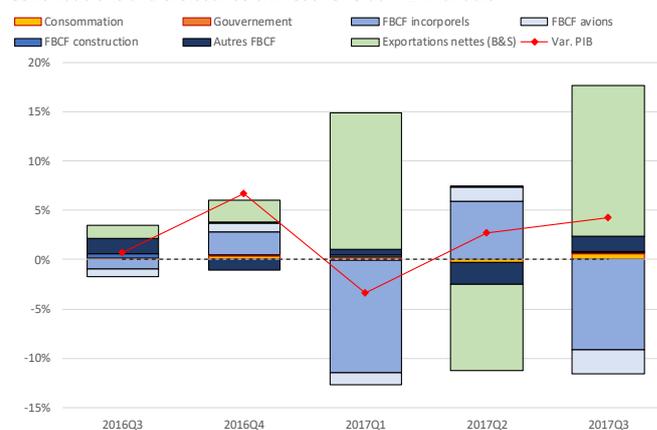




MACROECONOMIE

Croissance du PIB – Le PIB irlandais a accéléré au T3 2017, à **+4,2% en g.t.** et **+10,5% en g.a.** Les exportations (+63%) et la consommation des ménages (+1,9%) sont restées robustes malgré la contraction de l'investissement (-36%) du fait de l'activité des multinationales : hors brevets de propriété intellectuelle et leasing aéronautique, la FBCF demeure soutenue (+4,9%), notamment grâce à la construction (+2,3%). Par ailleurs, la croissance de T2 a été révisée à la hausse à +2,7% contre une estimation initiale de +1,4%. L'acquis de croissance pour 2017 s'établit ainsi à près de 6,5% : la croissance annuelle pour 2017 devrait donc être bien supérieure aux 4,3% qui ont servi d'hypothèses au budget 2018. L'Irlande est en bonne voie pour être l'économie européenne la plus dynamique pour la quatrième année consécutive.

Contributions à la croissance trimestrielle du PIB irlandais



Source: CSO et calculs du SE

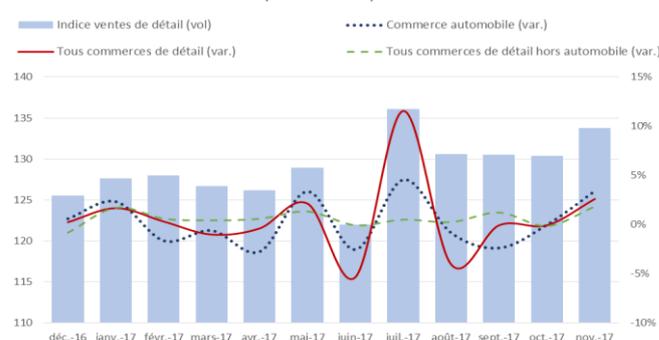
Activité économique – Le PMI manufacturier s'établit à **59,1** en décembre, atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis 19 mois, notamment grâce à une augmentation des nouvelles commandes et une amélioration des marchés à l'export – ce qui est cohérent avec l'excellente tenue du PMI manufacturier de la zone euro qui affiche son niveau le plus élevé jamais atteint (60,6). Le PMI des services connaît lui aussi une forte accélération en décembre, à **60,4** (contre 56,0 le mois dernier). Le PMI composite atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis mars 2016, à **60,2**.

Indice PMI - secteur manufacturier
Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



Ventes de détail – Les ventes de détail (en volume) ont connu une croissance robuste en novembre, en hausse de **2,6%** sur le mois et de **6,8%** en g.a, largement stimulées par le *Black Friday*. Ces résultats suggèrent que les performances traditionnelles des ventes de décembre ont été avancées en novembre. Cette analyse est soutenue par *Davy Research*, selon qui les ventes de décembre auraient été décevantes. Par ailleurs, malgré une bonne résilience à la dépréciation de la livre sterling, les détaillants irlandais ont fait état d'une concurrence accrue de la part des détaillants britanniques durant la période de Noël, notamment dans le domaine de la vente en ligne.

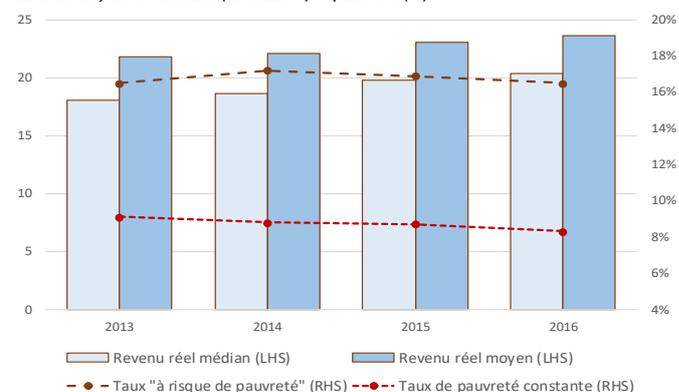
Evolution des ventes de détail en Irlande
Indice du volume des ventes au détail (Base 100 = 2005) et variation mensuelle en %



Niveau de vie (2016) – Les conditions de vie en Irlande se sont améliorées de façon constante entre 2013 et 2016. Le salaire réel annuel médian s'établissait à 20 379€ en 2016, en hausse de près de **13%** par rapport à 2013 (18 078€). Le salaire réel moyen s'établissait quant à lui à 23 599€ en 2016, contre 21 773€ en 2013 (+**8,4%**).

Après avoir augmenté en 2014 (+0,8ppc), le taux de risque de pauvreté, est revenu en 2016, à son niveau de 2013 (**16,5%**). Le taux de pauvreté constante était en diminution, à **8,3%** en 2016 contre 9,1% trois ans plus tôt. Enfin, le coefficient de Gini pour les revenus est passé de 0,32 à moins de 0,31 sur la période, traduisant une légère diminution des inégalités de revenus.

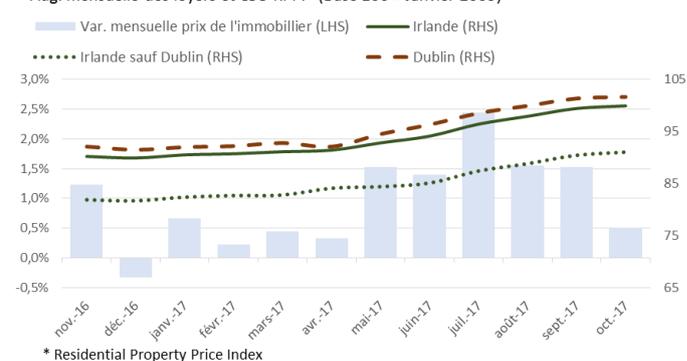
Niveaux de vie en Irlande 2013 - 2016
Revenus moyens et médians (en millier €) et pauvreté (%)



Source: CSO

Immobilier – L'inflation sur le marché de l'immobilier irlandais a ralenti en octobre, enregistrant une hausse de **+0,5%** par rapport à septembre 2017 (contre +1,6% en août et +1,5% en septembre). **L'augmentation des prix est de +12,1% sur un an.** A Dublin, l'inflation mensuelle en octobre a atteint +0,3%, et l'inflation annuelle +11,6%. Hors Dublin, elle est respectivement de +0,7% et +12,8%. Si l'offre de logement connaît une amélioration – plus de 15 000 logements auraient été construits sur les 10 premiers mois de 2017 contre moins de 15 000 sur l'ensemble de l'année 2016 – le déficit par rapport à la demande (estimée à 30-35 000 logements par an) reste important, nourrissant la hausse des prix. Le renforcement des règles de prêts par la Banque centrale (CBI) à partir de janvier 2018 - limitant la part des crédits dont le ratio valeur/revenus de l'emprunteur est supérieur à 3,5 à 20% du total des nouveaux crédits pour les primo-accédants et à 10% pour les autres clients - devrait contenir l'inflation autour de 8% en 2018 selon *Davy Research*.

Coût du logement en Irlande
Aug. mensuelle des loyers et CSO RPPI* (Base 100 = Janvier 2005)



* Residential Property Price Index

FINANCE PUBLIQUES

Recettes fiscales – Les recettes fiscales du gouvernement central (*Exchequer*) du mois de décembre ont dépassé les prévisions et confirment les résultats meilleurs qu'attendus pour l'ensemble de l'année 2017. L'*Exchequer* affiche ainsi un excédent (« non-maastrichtien ») de 1,9Md€ – grâce au produit de la vente de 28% des parts de la banque AIB détenues par l'Etat – en nette hausse par rapport à 2016 (déficit d'1 Md€). Selon *Davy Research*, le gouvernement devrait avoir atteint son objectif (« maastrichtien ») de 0,3% de déficit en 2017 ; l'institut prévoit un déficit de 0,2% en 2018.

La collecte de l'impôt sur les sociétés apparaît comme l'un des principaux facteurs de ces bons résultats, en hausse de 0,9Md€ (+11,6%) par rapport à 2016. Les recettes provenant de l'IS ont doublé en 4 ans, s'établissant à 8,2 Mds€ en 2017, soit 16% des recettes totales. Bien que ces résultats demeurent positifs pour le gouvernement, la dépendance croissante à l'IS et la volatilité de cet impôt augmentent l'incertitude entourant la stabilité de la base fiscale de l'Irlande, d'autant plus que les dépenses sont susceptibles d'augmenter dans un futur proche pour répondre aux demandes d'infrastructures et à la pression démographique.

Du côté des dépenses, la contribution au budget de l'UE plus faible que ce qui était anticipé ainsi que la diminution du coût de la dette publique apparaissent ont également contribué à ces résultats meilleurs que prévus.

INVESTISSEMENT ET COMPETITIVITE

Commerce extérieur – L'excédent commercial de l'Irlande était en hausse de près de 12% en octobre 2017 par rapport au mois précédent, s'établissant à 3,9Mds€. Les exportations de biens et services étaient ainsi en baisse (-2,1% cvs, à 9,6Mds€), de même que les importations (-9,9% cvs, à 5,7Mds€).

Si les exportations de services sont restées stables au T3, les importations de services ont diminué de 9,7%, résultant en partie de la réduction des paiements de royalties à l'étranger alors que les recettes de royalties en Irlande ont augmenté – effet lié au nombre croissant de brevets de propriété intellectuelle (PI) localisés en Irlande.

SECTEUR FINANCIER

Arriérés hypothécaires – Selon un rapport publié par la CBI, le nombre de prêts en arriérés a continué de diminuer au T3 2017 : les prêts affichant un arriéré de 90 jours contractés par des propriétaires-occupants représentaient ainsi 6,9% de l'encours de prêts hypothécaires contractés par ces derniers (contre 7,1% au T2), tandis que ceux contractés par des investisseurs locatifs représentaient 15,1% de leur encours (contre 15,5% au T2). Par ailleurs, la majorité (87,3% des propriétaires-occupants et 87% des investisseurs locatifs) des emprunteurs ayant bénéficiés d'une restructuration continuent de remplir les conditions convenues avec leur banque.

En revanche, la résorption des arriérés hypothécaires de longue durée en Irlande n'enregistre pas de progrès significatif. Ces derniers représentent 62% des arriérés hypothécaires restants. Si le nombre de propriétaires-occupants en arriéré de plus de 720 jours a diminué de 8% en septembre en g.a, leur encours moyen est passé de 63 k€ à près de 79 k€. De plus, 20% des emprunteurs en situation d'arriérés hypothécaires connaissent un retard de paiement d'au moins 5 ans. Les saisies de biens pour défaut de paiement restent toutefois marginales : 420 propriétaires-occupants ont vu leurs biens saisis au T3 (contre 340 au T2), ainsi que 198 investisseurs locatifs. Depuis 2010, 12 295 propriétés ont été saisies – ces cas représentent 1,4% du nombre total de prêts hypothécaires.

Scandale des « tracker mortgage » - La CBI a identifié 33 700 clients concernés, contre 20 100 en octobre dernier, soit un nombre plus important que les premières estimations. La plupart des nouveaux cas identifiés concernent des clients d'AIB et, dans une moindre mesure, de KBC. En revanche, la majorité de ces nouveaux dossiers devraient donner lieu à des compensations limitées. Selon la CBI, la grande majorité des clients victimes des *tracker mortgage* est maintenant identifiée, et la plupart de ceux identifiés avant septembre 2017 (inclus) ont été indemnisés.

Les « tracker mortgages » sont des prêts hypothécaires à taux variables indexés sur les taux de la BCE et très populaires avant la crise. Cinq banques – les irlandaises AIB (détenue à 71% par l'Etat), PTSB (75%) et Bol (14%), la britannique Ulster Bank (qui fait partie de RSB) et la branche irlandaise KBC Bank Ireland du groupe belge KBC – auraient empêché leurs clients de bénéficier de la diminution des taux lorsque la BCE a réduit les siens pour faire face à la crise de la zone euro. La CBI a ouvert une enquête en 2015.

BREXIT

PME – Selon la CBI, les PME ont contracté pour 1 Md€ de nouveaux prêts au T3 2017 soit le trimestre le plus faible depuis le T1 2016. L'octroi de nouveaux prêts a ainsi diminué dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de l'hôtellerie et de la restauration ainsi que ceux des ventes de gros et de détail. Ces chiffres sont les premiers signes que l'incertitude entourant le Brexit ralentit les dépenses des PME. L'encours de prêts totaux contractés par les PME a diminué de 6,3% sur les 9 premiers mois de 2017, les remboursements continuant d'excéder les nouveaux prêts.

Conseil européen – Dans un communiqué, le Premier Ministre irlandais (*Taoiseach*), Leo Varadkar, s'est félicité de la décision du Conseil européen des 14 et 15 décembre dernier de juger que des « progrès suffisants » ont été réalisés lors de la « phase 1 » (conditions de séparation du R-U de l'UE) des négociations, permettant ainsi l'ouverture de la « phase 2 » (conditions de la transition et relation future). Le *Taoiseach* a notamment souligné que « [l'Irlande] a rempli tous les objectifs qu'elle s'était fixée lors de la phase 1 des négociations », en référence aux garanties concédées par le R-U sur la question nord irlandaise. Bien que la première phase des négociations se soit soldée par une victoire diplomatique majeure pour l'Irlande, la seconde demeure plus incertaine. Comme le *Taoiseach* l'a lui-même reconnu, préserver des liens commerciaux étroits avec le R-U reste la priorité de l'Irlande, dont l'économie dépend fortement de celle de son voisin britannique.

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Production							
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,6	180,3	194,5	262,0	275,6
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	0,0%	-1,1%	1,1%	8,5%	26,3%	5,1%
Indice de production industrielle - m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98 597
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%
Compte courant							
Exportations de marchandises (en Md€)	90,9	93,2	93,5	89,2	92,6	112,4	116,9
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,13
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,30	45,16
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%
Evolution des prix							
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%
Population							
Population	4 554 800	4 574 900	4 585 400	4 593 100	4 609 600	4 635 400	4 673 700
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,2%	0,2%	0,4%	0,6%	0,8%
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100
Marché du travail							
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	60,3%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%
Nombre de personnes employées par les multinationales	154 282	159 391	165 912	172 850	179 384	187 000	199 877
<i>En % de l'emploi privé total</i>	10,1%	10,6%	11,0%	11,1%	11,3%	11,4%	11,9%
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	86 261	84 723	84 405	83 911	86 088	94 194	
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-5,2%	-1,8%	-0,4%	-0,6%	2,6%	9,4%	
Consommation et investissement							
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-1,0%	-0,8%	1,7%	4,5%	3,0%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	11,7%	-5,4%	18,2%	32,7%	45,5%
Secteur financier							
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%
Encours de crédit total aux ménages- (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7
Gouvernement							
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,4
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,4
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,5%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-1,9%
Dette publique (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,6%	119,4%	104,5%	76,9%	72,8%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	274,6%
Politique énergétique							
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :							
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	janv-17	févr-17	mars-17	avr-17	mai-17	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17
Production												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)			67,95			71,52		77,50				
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>			5,1%			6,3%		10,5%				
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2010)	163,4	143,7	144,6	156,6	161,2	149,2	151,4	153,4	156,2	174,7	158,2	
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	126,2	123	124,7	119,6	121,4	119,8	121,4	117,1	117,4	121,8	120,8	
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	195,9	170,8	163,6	180,8	182,2	169,1	180,4	174,7	183,8	209,1	185,4	
Purchasing Managers Index - Manufacturing	55,5	53,8	53,6	55	55,9	56	54,6	56,1	55,4	54,4	58,1	59,1
Purchasing Managers Index - Services	61	60,6	59,1	61,1	59,5	57,6	58,3	58,4	58,7	57,7	56	60,4
Purchasing Managers Index - Construction	55,7	57,9	60,8	61,3	63,6	58,2	56,6	55,1	56,5	54,5	56,7	
Compte courant												
Exportations de marchandises (en Md€)	9,7	10,0	11,8	9,8	10,5	10,6	9,1	9,6	10,1	9,5		
Importations de marchandises (en Md€)	5,7	6,2	6,8	6,5	7,2	6,9	5,3	5,9	6,1	5,9		
Solde commercial (en Md€)	4,0	3,8	5,0	3,4	3,4	3,8	3,9	3,7	4,0	3,5		
Balance courante trimestrielle (en Md€)			8,570			-0,872		14,488				
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)			12,6%			-1,2%		18,7%				
Evolution des prix												
Inflation CPI (% MoM)	-0,5%	0,6%	0,6%	0,4%	-0,2%	0,1%	0%	0,4%	-0,6%	-0,1%	-0,2%	
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	0,9%	0,4%	0,1%	1,6%	0,4%	0,8%	2,7%	1,6%	1,8%	0,7%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	0,5%	0,2%	0,7%	-0,8%	2,6%	1,9%	2,3%	1,4%	1,4%	0,3%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,0%	1,2%	0,3%	0,5%	0,1%	0,8%	0,4%	0,8%	0,7%	0,5%	0%	
Marché du travail												
Nombre de chômeurs	164 100	162 400	158 000	150 900	147 800	145 300	146 400	144 300	143 900	141 500	138 100	
<i>Taux de chômage global</i>	7,3%	7,2%	7,0%	6,7%	6,6%	6,5%	6,5%	6,4%	6,4%	6,3%	6,1%	
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	14,4%	13,9%	14,2%	14,8%	15,3%	15,7%	15,7%	15,2%	14,7%	14%		
Salaires horaires moyen (var YoY, 4T roulants, en%)			0,6%			0,8%		1%				
Consommation et investissement												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)												
Investissement (variation trimestrielle en %)												
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	3,6%	1,8%	2,8%	1,4%	4,2%	4,6%	2,9%	5,0%	5,5%	4,9%	6,9%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	6,1%	5,5%	6,1%	6,6%	7,2%	7,1%	7,8%	6,9%	7,9%	6,7%	7,5%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	0,7%	-4,1%	-3,3%	-5,8%	-1,4%	-2,3%	-6,7%	-0,6%	-2,1%	-2,6%	3,3%	
Secteur financier												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	0,2%	0,2%	0,5%	1,1%	-0,6%	1,0%	0,0%	0,3%	0,8%	0,0%	-0,6%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	0,1%	0,6%	-0,7%	1,1%	-0,4%	0,8%	0,0%	1,2%	0,8%	1,7%	-1,4%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	-0,2%	-0,1%	0,7%	0,6%	0,7%	2,0%	0,1%	0,1%	0,8%	-0,6%	-0,6%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	-0,2%	-0,2%	0,9%	0,4%	0,7%	2,4%	0,0%	0,1%	0,9%	-0,7%	-0,5%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	-1,0%	-0,7%	0,4%	0,7%	-0,7%	0,0%	-2,1%	-0,4%	-0,3%	0,7%	1,3%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 392,4	6 546,3	6 658,6	6 860,8	6 946,6	6 827,60	6 649,39	6 621,19	6 881,75	6 912,11	6 862,19	7 038,28
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	1,181%	0,876%	0,993%	0,855%	0,770%	0,878%	0,855%	0,697%	0,754%	0,582%	0,610%	0,672%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPFII

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dgtrésor.gouv.fr).

Auteur : Service Economique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Brice REGUIMI
Revu par : Pierre MONGRUÉ

Version du 10/01/2018